Le vote du 29 mai traduit un mouvement de fonds, bien au-delà de la seule mobilisation préélectorale et des débats sur le texte du TCE. On peut le constater en mesurant à la fois l'importance du résultat et la mesure avec laquelle le peuple les a préparé et accueilli.

- La campagne militante a été décisive pour que le débat porte sur les véritables enjeux; délocalisations, mise en concurrence des salariés, attaques contre les services publics.. Elle a fait les thèmes auxquels médias et politiques devaient répondre.
- Mais la campagne n'a pas entrainé de mouvement de masse. les plus grands rassemblements ont réunis 5000 personnes, alors que par exemple, les présidentielles de 1981 avaient remplis des stades ! Elle n'a pu mettre en mouvement les forces sociales de 1995 ou 2003.
- L'annonce des résultats a été fêté sans excès, sans l'extraordinaire liesse populaire toute emplie d'illusion de 1981 ni les manifestations parisienne proChirac de 1995
- La coupure sociale, de classe n'a jamais été aussi forte... avec une géographie du vote opposant les élites urbaines, notamment de Lyon et Paris au peuple rassemblant ouvriers et paysans
- Mais on mesure encore les dégats de la crise sociale dans les quartiers populaires qui ont moins voté qu'en 1992 (46% de votants à Jean Moulin/Vénissieux pour 54% en 1992...). Il faudrait mesurer mieux la force et les limites de cette participation, comprendre les ressorts de la participation ou non dans les milieux populaires... Il semble que ce soit bien le rapport au travail qui soit déterminant. Ainsi beaucoup de "nouveaux électeurs" sont venus voter avec une carte prudhommale...

Le retour du peuple dans la vie politique est un évènement dont il faut mesurer le potentiel et les faiblesses.

- Il porte d'abord sur le refus d'un choix de société, sur un NON au capitalisme. En france, en europe et dans le monde, le peuple refuse de continuer à mettre en concurrence les salariés pour les enfoncer massivement dans la précarité.
- Il est conscient que le chemin n'est pas facile, qu'il ne suffira pas d'un vote pour mettre en cause réellement le capitalisme.
- Mais le mouvement ne porte pas encore de revendications sociales ou politiques fortes, capables de faire converger des mobilisations, il ne sait pas encore comment traduire sa force en solidarité de classe au service des luttes, en terme de résistance quotidienne, de défense sociale de ses intérêts.
- Il est largement inorganisé que ce soit au plan politique, syndical ou associatif et donc très fragile et dépendant des médias, des coups de colère, du repli corporatiste ou des manipulations communautaristes comme le montrent les évènements de Perpignan...

En réponse a ce coup de colère populaire, la droite et le patronat appellent de nouveau à l'accélération des réformes alors que Le parti socialiste appelle à attendre 2007 pour lui permettre de jouer encore l'alternance pour une même politique. De ce coté là, il ne peut pas y avoir traduction politique du NON populaire.

Parmi les militants du NON, les appels à la recomposition politique se multiplient, et les préoccupations des diverses organisations ou collectifs semblent prendre le pas sur l'analyse des forces sociales en mouvement, prenant le risque de transformer l'action militante du NON en coup d'épée dans l'eau médiatique.

- Dans la poursuite des arguments pro-européens, les organisations de l'appel des 200 évoquent des états-généraux européens, une assemblée constituante pour écrire une nouvelle constitution... ouvrant ainsi la voie à Laurent Fabius qui a déja cité les articles du traité constitutionnel qu''il faudrait modifier pour le rendre acceptable. Pourtant, le coup porté à l'Union européenne capitaliste, renforcé par les réactions des autres peuples dont la Hollande permettrait d'aller plus loin en mettant en cause les autres traités (Nice, Amsterdam, Maastricht, Rome...), et en réaffirmant au nom de la démocratie l'exigence de souveraineté des peuples. Proposer une autre constitution est un cadeau à tout ceux qui pensaient en fait que ce traité n'allait pas assez loin dans la mise en cause des états-nations ! Une telle bataille est vouée à l'échec et porte la division du mouvement populaire du 29 mai, laissant la colère sociale, la colère de classe, sans expression politique.
- Au plan de la démarche, les mêmes organisations insistent sur la nécessité de forums, rencontres qui poursuivent la démarche de l'appel des 200, présentée comme unitaire, destinée à rassembler toutes les forces de la « gauche radicale ». Elle a pourtant montré ses limites lors de la préparation du meeting de Lyon qui n'a pas permis à l'appel anticapitaliste et internationaliste du rhône ni au député André Gerin de s'exprimer ! Elle a surtout montré ses limites de rassemblement populaire en ne trouvant que peu de relais dans les quartiers, se heurtant aux mêmes difficultés qu'ATTAC s'interrogeant ces dernières années sur sa capacité à dépasser le cercle des initiés, des couches moyennes. Bien sûr, se regrouper quand on est peu nombreux donne le sentiment d'être plus fort, mais si celà ne permet pas d'approfondir et d'élargir la mobilisation, ce n'est qu'une illusion.

- D'autant que cet appel à des forums n'est pas toujours sans arrière-pensée. Depuis 10 ans, des tentatives diverses se sont succédés pour créer une nouvelle force "à gauche de la gauche" qui viendrait prendre la place historique du PCF. Par exemple, c'est ce que la LCR a tenté en créant les mouvements de type "gauche autrement". C'est aussi l'objectif d'une partie d'ATTAC qui s'était lancé dans la présentation d'une liste aux élections européennes. Ces tentatives rencontrent souvent un intérêt chez d'anciens militants isolés qui redressent la tête et cherchent comment se remettre à militer... Mais il n'y a pas d'organisation sans programme politique, sans contenu... Et l'expérience montre (dans les deux exemples cités notamment) que ces tentatives ne résistent pas à la bataille politique. A l'évidence, les combinaisons d'appareils sont sans utilité pour le mouvement populaire, alors que tout est à construire, et qu'aucune force n'est de trop pour celà.

Quelle orientation politique pour les communistes ?

- L'essentiel est d'aider le mouvement naissant à s'affirmer et s'organiser... autant dans les luttes sociales, politiques que théoriques.
- Dans les luttes sociales sans lesquelles il n'y a pas de rapport de forces, pas de victoires ni d'acquis. Les urgences ne manquent pas:
    - interdire la circulation des trains privés sur le réseau RFF (qui a commencé ce 30 Mai !)
    - stopper les privatisations encours (GDF, AREVA..), et interdire le transfert d'actif industriel à l'étranger (délocalisations)
    - stopper les directives européennes encours (Bolkenstien, temps de travail...)
    - stopper la chasse aux sans-papiers et revenir aux droit d'asile, initier avec les immigrés des liens de coopération avec leurs pays, la lutte contre les trafics et le travail au noir.
- Dans les luttes politiques sans lesquelles la question du pouvoir et de son appropriation par le peuple n'est pas posée...Les urgences ne manquent pas:
    - exiger l'abandon de la procédure de ratification du TCE, demander la suspension de la commission européenne, le remplacement des représentants français, un audit du rôle des lobbys et fonctionnaires propagandistes du capitalisme que la France paie à Bruxelles
    - lancer une grande campagne pour une 6eme république française. C'est la constitution de la Veme république qui doit être d'abord remise en cause pour refonder le lien politique de la république, et dans la foulée une conception internationaliste de la nation...
    - mener une bataille internationaliste acharnée, pour aller au bout de la remise en cause de la concurrence, y compris avec la Chine ou l'Inde, y compris avec les USA en proposant la création de structures nouvelles de coopération sur des objectifs sociaux; le transport public en Europe, les maladies mortelle du tiers monde, l'accès à l'eau potable pour tous. Proposer des financements publics coopératifs au niveau international, sous contrôle des salariés et des usagers, dans une monnaie indépendante des spéculations.
- Dans les luttes idéologiques, théoriques sans lesquelles la conscience des causes des diffcultés et des forces pour s'y attaquer est obscurcie par les idées dominantes du "modernisme" qui ont interdit toute pensée critique du capitalisme, enterrant Lénine dans l'oubli et enfermant Marx dans l'universitarisme
    - Or depuis plusieurs années, le mouvement altermondialiste se cherche entre d'un coté l'insertion dans un capitalisme aménagé qui enferme "l'autre monde" dans un "altercapitalisme" et de l'autre le contact avec des forces du monde du travail, avec des forces marxistes, comme celà a été le cas en Inde. Il faut peu de chose pour que l'énergie cherchant un "nouveau monde" ne découvre l'utilité du point de vue communiste, a condition que le marxisme soit présent, que les sources soient lues pour elle même, appropriées par les militants d''aujourdh'ui pour que de l'énergie altermondialisme émerge un "altersocialisme", un "altercommunisme".
    - la découverte par certains de la position d'un intellectuel repère de la "planète" altermondialiste, Toni Negri, intervenant avec vigueur pour le OUI au TCE est une opportunité. Elle permet de comprendre en quoi le discours sur la fin de la classe ouvrière, la fin du cadre national, les nouvelles formes de luttes inorganisées... sont autant d'impasses idéologiques qui ont pour principale fonction de diviser les peuples, d'interdire la renaissance d'un point de vue communiste, de laisser s'organiser en arrière plan les nouveaux réseaux altermédiatiques pendant que les "multitudes" ratent les occasions de se donner une organisation autonome. L'expérience de la carrière des héros du mai 68 officiel, devenus pour la plupart les zélés défenseurs d'un capitalisme libéral-libertaire, est instructive.

Cette orientation peut rassembler les communistes, quelles que soient leur situation, les formes de leur engagement politique dans la campagne, car le résultat est une chance pour les communistes !

Une motion soumise au conseil départemental
Sur cette base, je propose le texte d'une déclaration que pourrait faire le conseil dépatemental à transmettre au conseil national

Un premier succès qui en appelle d'autres !
Le parti communiste analyse avec confiance et lucidité les résultats du 29 Mai. Le peuple a réussi à se faire entendre de manière majoritaire pour la première fois depuis longtemps. Les ouvriers, les employés, les salariés, les jeunes, tous ceux qui dans les banlieues, les campagnes et les entreprises se sont exprimés pour défendre leur salaire et leur emploi contre la précarisation que nous impose la concurrence généralisée, ont marqué un point important.
Mais nous savons tous que celà ne suffira pas à mettre en cause la domination d'un capitalisme prédateur. Les premières décisions de Chirac ne nous surprennent pas et nous appellons les salariés d'abord à s'organiser pour se défendre contre les mauvais coups qui vont pleuvoir.
N'ayons aucune illusion. Le pouvoir des grands patrons, leur domination sans partage sur l'état français, la commission européenne et les institutions financières ne se remettra pas en cause par une alternance tranquille dans le cadre de la république autoritaire et antidémocratique qu'a créé la constitution de la Veme république.
Mais la force du NON montre qu'il n'y a aucune fatalité ! Nous pouvons nous appuyer sur ce premier succès pour mettre en cause les décisions engagées et celles qui arrivent

- STOP a la ratification du TCE, suspension de la commission européenne, nominations de représentants de la France sur la base de la majorité exprimée par le peuple
- STOP aux directives européennes encours, notamment bolkenstien et temps de travail. Affirmons la liberté des peuples et leur souveraineté démocratique face aux traités de Rome, Amsterdam, Maastricht ou Nice.
- STOP aux privatisations et remises en cause de service public. Arrêt de la privatisation de GDF et AREVA, interdiction de l'ouverture du réseau ferré aux trains privés, interdiction des restructurations et délocalisations industrielles.
- STOP a la criminilisation des militants, des immigrés, des pauvres. Retour à un véritable droit d'asile. amnistie et libération immédiate des militants pourchassés ou condamnés, notamment lycéens.

Vers une nouvelle république française
Pour conforter les luttes nécessaires sur ces objectifs, il faut ouvrir la porte a une rupture avec un système qui montre chaque jour son incapacité à porter les intérêts populaires majoritaires. Il faut aller vers une 6eme république, remettant en cause l'élection du président de la république au suffrage universel, inventant des formes nouvelles de démocratie autogestionnaire, de la cité à l'entreprise.

Cette 6eme république doit être ouverte sur le monde et répondre aux exigences de coopérations internationales pour les peuples et non pour les marchés financiers en proposant à tous les pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique de nouveaux outils de coopérations sur des objectifs sociaux; le transport public en Europe, les maladies mortelle du tiers monde, l'accès à l'eau potable pour tous. Proposer des financements publics coopératifs au niveau international, sous contrôle des salariés et des usagers, dans une monnaie indépendante des spéculations.

Reconstruire le parti communiste au service d'un rassemblemetn populaire majoritaire
Toutes les forces qui peuvent contribuer a ces objectifs sont utiles pour aider à reconstruire les liens politiques entre les quartiers, les entreprises, les régions et les pays. Le parti communiste se prononce pour les alliances les plus larges au service du mouvement populaire, dans les formes d'organisations que les militants se donnent à partir de leur expérience.

Le parti communiste appelle les militants, notamment dans le monde du travail, les entreprises et les quartiers populaires à s'engager pour inventer les actions politiques dont notre peuple a besoin pour ne pas se faire voler sa victoire. L'existence d'un parti communiste, porteur de la prise de parole politique du monde du travail, d'une conception internationaliste de la république est un enjeu formidable.

Non, décidément, Marx n'est pas mort et l'histoire de la libération humaine est devant nous ! Le parti communiste continue à tirer les leçons du stalinisme et des fomes brutales du capitalisme que la fin de l'URSS a libérées pour revivifier un point de vue communiste utile aux luttes. Il a besoin de plus de militants, d'une organisation plus autonome, indépendante des institutions. Il faut le renforcer !